



Pas d'accusation sans dépôt de plainte...

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4637 - Mardi 27 novembre 2018 - Prix : 10 DA

Le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aissa, à Tizi Ouzou
«La hausse de salaires des imams ne relève pas des prérogatives de mon ministère»

Page 24

44^e anniversaire de l'UNPA

Bouteflika : «Le foncier agricole, ligne rouge à ne pas transgresser»

Page 4

Turkstream oblige

Par Mohamed Habili

Depuis des semaines, les combats ont cessé en Syrie, conformément à l'accord de Sotchi conclu entre les deux présidents russe et turc, lequel a pris effet le 15 octobre dernier, se traduisant en particulier par la mise en place d'une zone tampon à Idleb – dernier bastion de l'opposition à Damas où domine Hayat Tahrir Cham, l'ex-front Nosra. Faut-il considérer cet accord comme caduc maintenant que les affrontements ont repris dans le nord-ouest de la Syrie, suite à l'attaque au chlore effectuée par des rebelles depuis la zone tampon, si du moins il faut en croire Russes et Syriens ? Rien ne permet pour l'heure de répondre par l'affirmative à cette question. On le peut d'autant moins en réalité que les Russes ont tenu cette fois-ci à faire savoir qu'ils avaient informé les Turcs avant de donner l'ordre à leurs avions de s'en prendre aux positions d'où cette attaque au chlore était partie. D'habitude, quand les Russes disent par avance à un bord qu'ils vont procéder à une opération, inmanquablement cet interlocuteur, c'était les Etats-Unis. Et pour cause, comme les Américains sont eux-mêmes actifs en Syrie, les Russes n'ont aucune envie de voir leurs avions ciblés par eux, ni que leurs avions en viennent à tirer sur des soldats américains. Sept ans que cela dure sans qu'une seule fois une erreur ne soit commise. La seule fois où les Américains ont tué des Russes en Syrie, c'était à Deir-Ezzor, il y a maintenant plusieurs mois, et il se trouve que ces Russes n'étaient pas des militaires réguliers mais des mercenaires, à ce titre des cibles légitimes.

Suite en page 3

Sonatrach signe avec Citic Construction pour la transformation du phosphate

Ould Kaddour : «Un gain net pour l'Algérie de 1,5 milliard de dollars»



PH/E. Soraya/J. A.

«Avec ce projet, s'il est bien mené dans les délais, dans les coûts et en qualité, on pourra dire qu'on a démarré notre industrie minière». C'est ce qu'a déclaré Abdelmoumen Ould Kaddour, P-DG de Sonatrach, hier, dans son intervention à l'issue de la signature du mémorandum d'entente entre le groupe Sonatrach et le groupe chinois Citic Construction pour la création d'une joint-venture pour la transformation du phosphate et du gaz naturel à Tébessa. Lire page 2

Une panoplie d'actions et de projets pour un service de qualité
Algérie Télécom à l'orée d'une grande modernisation

Page 3

Des chercheurs algériens et étrangers au rendez-vous
Colloque international sur l'œuvre de Rachid Mimouni

Page 13

Le parquet général réagit aux allégations de «torture»

Pas d'accusation sans dépôt de plainte...

SITÔT la liberté recouvrée, un des journalistes, récemment libéré dans une affaire de chantage et de cybercriminalité, s'est fendu d'une salve de déclarations, dans une opération d'intox mettant en cause l'appareil judiciaire, allant jusqu'à évoquer maltraitance et torture.

Le communiqué du parquet général parvenu hier à notre rédaction évoque justement la presse, entre titres et sites électroniques, qui s'est faite l'écho de « déclarations graves faisant état de pratiques de torture » durant la détention, « aux fins d'influer sur le cours d'une affaire en cours d'instruction ». Dans le même communiqué, et « devant la gravité de ces déclarations et accusations », le parquet général assure que l'enquête s'est déroulée dans le strict respect des procédures et des garanties protégeant l'accusé. Le parquet ajoute dans son communiqué qu'aucune plainte n'a été reçue à ce sujet, que ce soit pendant l'enquête ou par la suite. Par là-même, le parquet général met en garde contre la tentation de porter de telles accusations graves, visant n'importe quelle instance, sans apporter des preuves les confirmant.

Seul un procès peut rétablir une victime potentielle dans ses droits, procès qui ne peut avoir lieu s'il n'y a dépôt de plainte. Seul un dépôt de plainte est à même d'enclencher une procédure d'enquête pour éventuellement confondre les coupables, aboutir à une sanction pénale et par-là même réparer le préjudice subi par la victime ou se disant telle.

En somme, le message est très clair et sans entrer dans les arcanes juridiques, il suffit de s'imprégner de bon sens et de logique pour arriver à la conclusion que sans porter plainte, avec des preuves évidemment, ce genre d'accusations est nul et non avenu. Et sans fournir de preuve adossée à une plainte dûment déposée, tout ce qu'on dit ressemble à du brassage du vent. Et face au devoir de vérité, le risque est fort que l'accusateur connaisse la déshonorante mésaventure de l'arroseur arrosé.

N. Stambouli

Sonatrach signe avec Citic Construction pour la transformation du phosphate

Ould Kaddour : «Un gain net pour l'Algérie de 1,5 milliard de dollars»

■ «Avec ce projet, s'il est bien mené dans les délais, dans les coûts et en qualité, on pourra dire qu'on a démarré notre industrie minière». C'est ce qu'a déclaré Abdelmoumen Ould Kaddour, P-DG de Sonatrach, hier, dans son intervention à l'issue de la signature du mémorandum d'entente entre le groupe Sonatrach et le groupe chinois Citic Construction pour la création d'une joint-venture pour la transformation du phosphate et du gaz naturel à Tébessa.



De nos envoyées spéciales à Tébessa, Lynda Naili et Soraya El Haddad



PhSE: Soraya J.A.

A ce titre, soulignant que la transformation du phosphate consacrera un gain net pour l'Algérie de 1,5 milliard de dollars, Ould Kaddour assurera que ce projet, dont Sonatrach est en charge de gérer, «s'il est bien mené dans les délais, dans les coûts et en qualité, on pourra dire qu'on a démarré notre industrie minière». En outre, donnant plus d'explications, le P-DG de Sonatrach indiquera que «le gouvernement, à sa tête le Premier ministre, a pris la décision de mettre Sonatrach comme project manager». «Nous sommes ainsi coordonnateur de tout ce projet extrêmement important et très complexe dans la mesure où il y a beaucoup d'intervenants et d'institutions, à l'instar des walis, des ministères, des entreprises algériennes et

chinoises ainsi que le financement qui, rappelons-le, est de 6 milliards de dollars». Pour toutes ces raisons, enchaînera-t-il, «c'est nous qui devront gérer cette complexité». Par ailleurs, considérant que le domaine minier national «n'est pas très bien développé», il dira que désormais grâce à ce projet, entre autres, «il faudrait qu'on le fasse car l'Algérie un potentiel minier important».

Ouyahia : «Un mégaprojet, le premier depuis une dizaine d'années»

Pour sa part, intervenant au nom du président de la République, Ahmed Ouyahia, Premier ministre, à l'occasion du paragraphe de ce projet minier qu'il a qualifié de «stratégique», est longuement revenu sur l'importance des retombées socio-économiques de ce projet, aussi bien dans les quatre wilayas sur

lesquelles il est réparti que l'impact qui en découlera sur l'économie nationale. Il estimera que cet accord est «un bond significatif dans les relations algéro-chinoises» et du «partenariat véritable» entre les deux pays. Pour le Premier ministre, «ce grand projet dont la durée de vie est de 100 ans et qui a mobilisé six milliards de dollars d'investissements et plus de 700 milliards de dinars pour les diverses infrastructures connectées, permettra à la production nationale en la matière de passer de moins d'un million de tonnes actuellement à 10 millions de tonnes une fois entré en production». En outre, enchaînera-t-il, «l'Algérie étant 3^e réserve mondiale en phosphate, grâce à la production nationale, passera d'un demi-million de tonnes de phosphate à 10 millions une fois entré en production. Les exportations hors hydrocarbures, quant à elles, atteindront les deux milliards de dollars en 2022». Dans ce contexte, il rassurera les entreprises concernées que les fonds nécessaires à la réalisation de leurs travaux, dont le lot réservé au transfert de l'eau et celui des 400 km de voies ferrées revenant au groupe Cosider, sont dispo-

nibles. D'autre part, le représentant du président de la République mettra également l'accent sur le volet emploi de ce projet qui procurera pas moins de 17 000 postes de travail, dont 14 000 en phase de construction et 3 000 en phase d'exploitation. «L'investissement est important mais l'emploi l'est encore plus», a-t-il lancé.

En somme pour le Premier ministre, s'il s'agit d'un mégaprojet, «le premier projet industriel important qui vient de démarrer depuis plus d'une dizaine d'années». Ce qui fera évoquer à Ahmed Ouyahia la situation actuelle de baisse des prix du pétrole, mais surtout «les deux secousses précédentes» de 2008 et 2014 que l'Algérie a pu contourner. «On a avancé, mais on n'a pas trébuché», a-t-il lancé.

Par ailleurs, évoquant les minerais de fer, en l'occurrence ceux de Boukhadra et de Unza, Ouyahia dira que «des études avec des partenaires étrangers sont en cours». Ce sont là autant de projets qui «augurent un meilleur avenir pour l'Algérie», dira-t-il avant d'appeler «le peuple algérien à la patience, le travail, le travail et encore le travail». L. N.

Un mégaprojet de phosphate inauguré

LE PROJET, objet de signature, est un projet intégré de transformation du phosphate et du gaz naturel, d'un coût de 6 milliards de dollars qui créera quelque 14 000 postes d'emploi en phase de construction et 3 000 autres en phase d'exploitation. Devant démarrer en 2019, la durée de réalisation de ce projet est fixée à quatre années, faisant que son entrée en production est attendue pour 2022. S'agissant des capacités annuelles de production des unités, elles sont de 6 000 000 T de phosphate marchand, 5 000 000 T d'acide sulfurique, 1 500 000 T d'acide phosphorique, 60 000 T de fluorure d'hydrogène anhydre (AHF), 57 000 T de dioxyde de silicium, 1 100 000 T d'ammoniac, 200 000 T de nitrate d'ammonium technique, 1 200 000 T d'engrais azoté et enfin 4 000 000 T d'engrais phosphatés. Quant à sa localisation, le projet traversera quatre wilayas, à savoir Tébessa où se trouve le gisement minier, précisément dans la localité de Bled el hadba, puis Skikda, Souk Ahras et Annaba. A noter que la consommation annuelle des matières premières est estimée à 10 500 000 T/an pour le phosphate brut, 17 000 000 T/an en soufre et 1 200 000 000 NM³/an pour le gaz naturel. L. N.

Chon xianjia, P-DG de Citic Construction

«Nous allons mobiliser toutes les ressources du groupe»

LE P-DG de Citic Construction, Chon Xianjia, de son côté, après avoir fait une présentation de son groupe considéré comme étant l'un des cinq cents entreprises mondialement les plus puissantes, qui a fait ses preuves à travers la réalisation de l'autoroute Est-Ouest, saluera «la décision du gouvernement algérien de concrétiser ce projet d'envergure». Ce projet, dira-t-il, viendra participer à l'essor économique du pays. Pour lui, «ce projet est très important aussi bien pour la Chine que pour l'Algérie». Pour cela, ajoutera-t-il, «nous allons mobiliser toutes les ressources du groupe pour le réaliser dans les conditions et le planning tracés». L. N.

Une panoplie d'actions et de projets pour un service de qualité

Algérie Télécom à l'orée d'une grande modernisation

■ Algérie Télécom a lancé, depuis janvier dernier, une panoplie de mesures visant à moderniser ses infrastructures dans le but d'améliorer la qualité de service internet et téléphonique, a indiqué, hier, le P-DG de l'opérateur.

Par Meriem Benchaouia

«**D**epuis janvier dernier, AT a lancé plusieurs défis, dont l'amélioration de la qualité de service», a déclaré Adel Khemane dans un entretien à l'APS. Il s'agissait notamment d'augmenter la bande passante internationale, mettre à niveau le backbone national, augmenter la capacité des boucles, assainir le réseau urbain, moderniser les réseaux et diminuer le taux de dérangements. Il a fait savoir que la capacité de transport du backbone national de transmission en NG-DWDM, qui est l'épine dorsale du réseau national de télécommunication d'AT, «est passé de 1,95 Térabit/s à 4,20 Tb/s», ajoutant que la bande passante internationale pourra être extensible à plus de 12 Térabits/s après la mise en service prochaine des projets relatifs au câble sous-marins reliant l'Algérie à l'Espagne et celui de MEDEX, portant sur le raccordement du réseau algérien au système sous-marin international, reliant les Etats-Unis à l'Asie, à travers la Méditerranée. Ces deux projets visent à offrir une connectivité «plus large, plus sécurisée, et résiliente», a-t-il assuré. L'autre préoccupation était l'amélioration de la relation client en apportant des solutions et des services visant à donner plus de confort aux abonnés, tout en leur proposant des solutions de paiement notamment en ligne «rapides et efficaces», a-t-il dit. M. Khemane a souligné que son entreprise a engagé, pour ce faire, «un diagnostic approfondi à tous les niveaux administratif, financier et opérationnel, qui est suivi par des mesures correctives telles que la mise en œuvre d'une organisation fluide, légère, basée sur la réactivité et l'efficacité du traitement des dossiers». Il a fait savoir que depuis l'accélération du déploiement de l'internet, avec sa panoplie de



nouvelles technologies, Algérie Télécom s'est retrouvée avec «un noyau archaïque, alourdi par plusieurs systèmes greffés de manière assez précaire, aboutissant à une situation insoutenable qui impactait largement son chiffre d'affaires, et surtout, qui rendait impossible toute initiative d'assainissement du réseau ou d'amélioration de la qualité du service commercial». «L'entreprise a changé d'une manière systématique son ancien système par un autre plus moderne, opérationnel, dynamique, évolutif et qui répond aux nécessités d'une qualité de service à la hauteur des attentes de nos clients», a-t-il dit, ajoutant que «ce projet a mobilisé, 13 mois durant, des effectifs techniques et a été l'occasion de former plus de 7 000 agents commerciaux sur l'utilisation de la nouvelle plateforme de facturation, à travers l'ensemble des wilayas du pays, garantissant la traçabilité des paiements, ainsi que les réclamations notamment». Concernant l'augmentation du débit minimum de l'Internet à 2 Mbps, il a indiqué que «cette réduction de 24% du

prix de son offre de base», passe aujourd'hui de 2 100 à 1 600 DA pour un accès illimité à 2Mbs, que ce soit sur la base d'une connexion ADSL ou FTTH. «Ces offres commerciales seront étudiées avec des business model soigneusement conçus en fonction de l'intérêt de nos abonnés, aussi bien que de la rentabilité économique qui doit être garantie pour continuer à répondre à la mission qui nous est confiée», a-t-il expliqué. Par ailleurs, plus de 140 000 kilomètres de câble en fibre optique ont été déployés en Algérie dans le cadre de la stratégie nationale visant à raccorder entre elles l'ensemble des wilayas au réseau téléphonique et internet haut débit, a indiqué Adel Khemane.

Le projet du câble sous-marin Alger-Oran-Valence «quasiment achevé»

Le projet relatif au câble sous-marin en fibre optique reliant l'Algérie à l'Espagne (Alger et Oran à Valence) est «quasiment achevé», a indiqué le P-DG d'Algérie Télécom. «La réalisa-

tion du système de câbles sous-marins reliant notre pays à l'Espagne (Alger et Oran à Valence), appelé projet ORVAL/ALVAL, est quasiment achevé, avec le déploiement de 100% de la partie marine et l'achèvement des trois stations d'atterrissement», a déclaré M. Khemane. «L'achèvement définitif et la mise en service de ce projet, dépendant de la réalisation de travaux de raccordement devant durer quelques semaines, sont tributaires du consentement des autorités espagnoles», a-t-il fait savoir. Il a affirmé que «ce système, qui va renforcer la bande passante internationale de 400 Gigabits/s, est extensible jusqu'à 10 Térabits/s». Concernant l'autre projet phare MEDEX, le P-DG d'AT a indiqué que ce projet, portant sur le raccordement du réseau de fibre optique algérien au système sous-marin international reliant les Etats-Unis à l'Asie à travers la Méditerranée, est «en phase d'achèvement». «Les études techniques et la fouille du fond marin sont finalisées. Les procédures administratives et financières sont également achevées», a-t-il précisé, expliquant que ce système «renforcera la bande passante internationale par 200 Gb/s et sera extensible jusqu'à 2,2 Tb/s». Pour M. Khemane, «ces deux projets d'envergure, qui connaissent un avancement substantiel, visent tous les deux à offrir une connectivité plus large, plus sécurisée et résiliente. Ils aspirent également à soutenir les ambitions économiques algériennes vers le continent africain», a-t-il dit. Le P-DG d'AT a annoncé, à cette occasion, que la bande passante internationale transitant sur le câble sous-marin SEAMWE4 sortant d'Annaba, a connu une augmentation sensible à près de 1,2 Tb/s au 30 septembre 2018.

M. B./APS

LA QUESTION DU JOUR

Turkstream oblige

Suite de la page une

Cette bonne entente est d'autant plus remarquable qu'elle ne se fait pas entre alliés, mais au contraire entre adversaires. En règle générale, à un adversaire on ne dit surtout pas ce qu'on va faire ; et si malgré tout on est amené à le faire, c'est évidemment dans l'idée de faire ensuite tout à fait autre chose. Dans le cas de la guerre en Syrie, l'erreur justement ce serait de ne pas révéler ses plans à l'adversaire suffisamment à l'avance. Jusque-là, donc, c'est ainsi que ces choses-là se passaient entre les chefs des deux coalitions internationales aux prises sur le champ de bataille syrien. La nouveauté, c'est que depuis quelque temps, la partie ne se joue pas à deux mais à trois. Il faut désormais compter avec les Turcs, le seul protagoniste étranger de la guerre en Syrie qui a abattu un avion russe, qui plus est pas par erreur, mais qui par la suite s'est tellement rattrapé qu'il est en passe de devenir l'un des meilleurs amis de la Russie dans la région, en dépit de son appartenance à l'Otan. Leurs accords gaziers semblent ne leur laisser d'autre choix que de s'entendre sur tout le reste, et notamment sur la Syrie. Depuis le lancement de leur dernier projet en commun, Turkstream, la Russie avise la Turquie de ses opérations en Syrie, au même titre que les Américains, pour autant que ce ne soit pas plus. Le fait que l'armée turque occupe une bonne partie du nord-ouest de la Syrie, avec l'intention déclarée d'étendre son emprise à l'est de l'Euphrate, ce qui ne dépend pas du bon vouloir de la Russie mais de celui des Etats-Unis, ne change rien à l'attitude russe à son endroit. L'accord de Sotchi n'oblige la Russie à rien, sauf à ne rien entreprendre au nord de la Syrie sans avoir obtenu l'aval de la Turquie. C'est à cette dernière qu'il revient aux termes de cet accord de veiller à l'arrêt des hostilités, étant le seul protagoniste étranger à entretenir des liens de confiance avec les groupes rebelles.

M. H.

Non-respect du calendrier des examens scolaires

Benghebrit met en garde les directeurs qui transgressent les instructions

Les examens scolaires devront débuter le 9 décembre jusqu'au 13 décembre 2018 pour ce premier trimestre, non pas le 28 décembre prochain, et chaque directeur d'établissement scolaire qui ne se réfère pas au calendrier des examens sera convoqué devant le Conseil de discipline, selon la ministre de l'Education nationale. Ne prenant pas à la légère le non-respect du calendrier des examens scolaires par certains directeurs, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a averti les chefs d'établissement des trois paliers scolaires quant à la nécessité de respecter ce calen-

drier des examens comme fixé par la tutelle, le 18 novembre dernier. En effet, certains chefs d'école avaient programmé les examens du premier trimestre du cycle primaire le 28 décembre prochain, contrairement à la date fixée par la tutelle, à savoir «du 9 décembre jusqu'au 13 décembre 2018». Chose qui a irrité la ministre de l'éducation qui n'a pas tardé à les avertir. En effet, dans le but de remettre les pendules à l'heure, Nouria Benghebrit a choisi de mettre en garde les directeurs des établissements scolaires qui ne respectent pas le nouveau programme des examens. La responsable du

secteur a menacé de prendre des «sanctions sévères» à leur encontre. Pour veiller au bon déroulement de ces examens, en urgence, Benghebrit a adressé une correspondance aux directions de l'Education des quatre coins du pays pour lui fournir la liste des directeurs qui ont fixé la date des examens sans se référer au calendrier des examens scolaires décidé par la tutelle afin de les convoquer devant le conseil de discipline. «Tout responsable d'un établissement scolaire qui entrave le bon fonctionnement du calendrier des examens scolaire sera convoqué devant le conseil de

discipline», a-t-elle écrit. De leur côté, les inspecteurs sont sommés de se rendre sur le terrain et surveiller les établissements scolaires. Ces derniers sont appelés à émettre des rapports détaillés sur le respect du calendrier des examens scolaires, mais aussi sur l'état d'avancement des programmes pédagogiques. Enfin, selon le calendrier des examens scolaires publié par le ministère de l'Education, les examens du premier trimestre concernant le cycle primaire débuteront dimanche 9 décembre jusqu'au 13 décembre 2018. Pour le deuxième trimestre «du 10 au 14 mars 2019». Les examens du

troisième trimestre auront lieu à compter du 9 juin. Les examens des cycles moyen et secondaire auront lieu dimanche, du 2 au 6 décembre 2018, alors que ceux du deuxième trimestre se tiendront du 3 au 7 mars 2019. Concernant le troisième trimestre, les examens de fin d'année pour le cycle primaire (5^e année) auront lieu à compter du 19 mai 2019 ainsi que les examens de fin d'année pour les cycles moyen (4^e année moyenne) et secondaire (3^e année) qui se dérouleront à compter du 19 mai 2019. **Thinine Khouchi**

44^e anniversaire de l'UNPA

Bouteflika : «Le foncier agricole, ligne rouge à ne pas transgresser»

■ Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a mis en avant hier le souci de l'Etat de préserver le foncier agricole, qu'il a qualifié de «ligne rouge à ne pas transgresser», notamment à travers la sécurisation de sa possession et la récupération du foncier non exploité de manière rationnelle et économique.

Par Salim T.

«**J**e n'ai de cesse d'insister pour que le gouvernement place, en application de l'article 19 de la Constitution, le foncier agricole parmi ses priorités, étant une ligne rouge à ne pas transgresser, notamment à travers la sécurisation de sa possession et la récupération du foncier non exploité de manière rationnelle et économique», a affirmé le chef de l'Etat dans un message à l'occasion de la célébration du 44^e anniversaire de la création de l'Union nationale des paysans algériens (Unpa), lu en son nom à M'sila par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazghji. Dans ce contexte, le président de la République a exhorté les différentes instances de l'Etat à accorder «un intérêt majeur» au rajeunissement du secteur de l'agriculture, à soutenir les initiatives des jeunes, à consolider les organisations professionnelles, à garantir l'aide à la femme rurale et à œuvrer davantage à la promotion, à la modernisation et au développement du secteur agricole. Il a appelé, en outre, le gouvernement à centrer ses efforts sur les principaux axes du développement agricole, particulièrement le



PH/D.R.

développement de l'irrigation à travers la généralisation de l'utilisation des moyens d'économie de l'eau, la sensibilisation des agriculteurs et des éleveurs à l'importance de l'assurance agricole et la protection sociale, la promotion de l'industrie agroalimentaire, la mécanisation de l'activité agricole et l'encouragement de l'exportation des produits agricoles. Le Président Bouteflika a appelé également les différentes établissements et organismes à accorder davantage d'intérêt à la formation dans les

domaines de l'agriculture, particulièrement chez les jeunes et en milieu rural, à se tenir informer des derniers développements technologiques aux plans régional et international, à valoriser les résultats des recherches scientifiques et à veiller au rapprochement des laboratoires et centres de recherches de leur environnement économique et d'investissement. Soulignant les résultats des politiques mises en place depuis 2000 dans le domaine de l'agriculture, il a indiqué que les mesures prises ont permis l'amélioration des indicateurs globaux

du secteur, qui représente désormais 12,3% du Produit intérieur brut (PIB), avec un taux de croissance de plus de 3,25% et une production supérieure à 3 216 milliards DA. L'Agriculture emploie aujourd'hui presque un quart de la main-d'œuvre en Algérie, sans parler de l'intégration des jeunes diplômés des instituts de formation et la création de micro-entreprises dans le cadre du soutien aux exploitations agricoles, a-t-il ajouté. Le chef de l'Etat a rappelé, dans ce

sens, sa rencontre avec les agriculteurs, en février 2009 à Biskra, ajoutant que c'était une station pour rectifier le tir en adoptant des méthodes innovantes, à travers notamment un réaménagement des priorités, l'adoption d'une approche plus efficace et la mobilisation des moyens de sa mise en œuvre, son suivi et son évaluation. Pour le président de la République, l'amélioration que connaît le secteur grâce à ces politiques demeure «insuffisante» devant l'émergence d'autres défis face auxquels notre pays doit réagir positivement, notamment les changements climatiques, les crises alimentaires et financières mondiales et l'instabilité des marchés agricoles mondiaux, marqués par la hausse et la fluctuation des prix. Des défis auxquels s'ajoute la concurrence de plus en plus féroce à laquelle est confrontée notre agriculture. Enfin, le Président Bouteflika a salué «le rôle actif de l'Unpa en contribution à la promotion du secteur de l'agriculture, à l'essor de l'économie nationale et à l'accompagnement des agriculteurs et des éleveurs en leur garantissant l'écoute et en leur permettant d'exercer leur métier dans la stabilité et la sérénité».

S. T./APS

Ghardaïa/Captage et répartition des eaux

Un système traditionnel ingénieux en péril

Le système ingénieux de captage, de stockage et de répartition des eaux de crue de l'oued M'zab (Ghardaïa), un savoir-faire ancestral d'irrigation, déperit devant le patrimoine végétal emblématique des palmeraies qui s'étale le long de cette vallée. Le système appelé «le partage des eaux de la vallée du M'zab», avec ses ouvrages qui stockaient autrefois les eaux de crue de l'oued M'zab et les redistribuaient pour irriguer les jardins familiaux, est devenu depuis les inondations du 1^{er} octobre 2008 un vestige en péril, abandonné. Ce patrimoine ancestral de captage, de stockage et de partage des eaux témoigne du style architectural atypique et d'une civilisation exceptionnelle au cœur d'une région saharienne aride où l'eau raréfiée constituait une préoccupation majeure et primordiale pour la survie. Ce système, qui récupère et partage l'eau pluviale de l'oued M'zab d'une façon studieuse et équitable, a permis la création d'une palmeraie et d'un écosystème basé sur le principe de l'exploitation optimale des eaux pluviales et l'économie de cette ressource rare, à travers la création de retenues et autres petits barrages souterrains de type «inféro-flux», pouvant être assimilés à des petites nappes sous le lit de l'oued. Il a été accompagné par la création de rigoles de ruissellement et des canalisations en pierre souterraines, des seguias et autres aqueducs qui épousent la topographie de la région ainsi que des ouvrages de captage de surface et souter-

rain de l'eau et de régulation du débit de l'eau tel que «tissembades», des canalisations faites de grandes pierres plates et servant à casser la vitesse de l'eau. Ainsi, l'eau pluviale arrive directement à l'entrée du fameux partage des eaux où il s'engouffre dans les canalisations «tissembades» de grandeur moyenne et au nombre de 22, avant de s'engouffrer dans les six grands canaux distributeurs pour toute la palmeraie, suivant un calcul très précis de débit et de quantité d'eau pour chaque parcelle de jardin, selon leur grandeur et le nombre de palmiers s'y trouvant. Cette infrastructure hydraulique traditionnelle est également accompagnée d'un système de gestion et d'entretien de canalisations et d'ouvrages réalisés le long de la vallée ainsi que des tours de guet pour surveiller l'écoulement et veiller au bon déroulement de sa répartition, tout en parant aux éventuels dégâts qui risquent de survenir çà et là. L'association «Oumana El-Sayl», chargée de la gestion de l'ensemble du patrimoine hydraulique, s'applique sur le terrain à instaurer une vision globale intégrée et participative entre les différents acteurs en vue de préserver ce patrimoine ancestral, de le reconsidérer et l'exploiter dans le développement du tourisme culturel local, a indiqué un membre de l'association, Nacer Babker. «Notre rôle porte sur la valorisation de notre patrimoine ancestral phare (le système de partage des eaux dans le M'zab), qui est une des curiosités touristiques, de

préservé ce site historique et civilisationnel, ainsi que d'animer et de stimuler les activités liées à l'écotourisme», a-t-il souligné, appelant à jeter la lumière sur l'ensemble des ouvrages hydrauliques ancestraux et à déterminer la nature des interventions possibles pour préserver cette richesse et la valoriser en étroite collaboration avec l'OPVM, conformément à la réglementation et la loi sur la préservation des biens culturels.

Le béton et l'urbanisation anarchique mettent en péril le système

Les sécheresses récurrentes et la croissance rapide et anarchique de l'urbanisation, ajoutées au mégaprojet d'assainissement et de lutte contre les crues cycliques de l'oued M'zab, réalisés par les pouvoirs publics, sont autant de facteurs de rupture de ce système d'équilibre séculaire entre l'homme et son environnement élaboré par les aïeux, a indiqué à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Ghardaïa, Omar Fekhar. Les inondations de 2008 ont tout emporté et enseveli l'ensemble des ouvrages hydrauliques ancestraux construits depuis des centaines d'années, a-t-il fait observer. «Il y a eu une transformation quasi-totale de l'oasis et de la palmeraie de Ghardaïa qui a vu s'élever dans cet espace, jadis verdoyant, des maisons édifiées anarchiquement sur des

terres à vocation agricole», a affirmé M. Fekhar, ajoutant que le béton a envahi la palmeraie jusqu'à la défigurer. Chaque palmier, chaque lopin de terre de cette palmeraie est chargé d'histoire de cette région aride, renferme une mémoire qui résiste à l'oubli et déborde d'une chaleur humaine qui ne laisse pas ses visiteurs indifférents, abonde, de son côté, Ammi Bakir, notable de Ghardaïa. Les gens du M'zab ont tendance à construire une petite maison sur la terre agricole héritée des parents, a-t-il souligné avant de préciser que la crise du logement et l'absence d'espaces réservés à l'habitat accentuent la destruction de la palmeraie. La disparition du système de partage des eaux est une illustration de la transition socio-économique vers un mode de vie moderne, notamment avec le raccordement à l'eau potable de toutes les habitations, a indiqué, pour sa part, Touhami Benahmed, responsable à la Direction des ressources en eau de Ghardaïa. Les efforts déployés par les pouvoirs publics pour l'alimentation en eau (AEP) de toutes les localités et zones d'habitation, les puits de pompage modernes qui séduisent par leur débit d'eau et la facilité d'extraction, ont remplacé le système traditionnel de répartition des eaux de crue, jugé comme archaïque, a précisé M. Benahmed. Aujourd'hui, les vestiges des ouvrages du système traditionnel de Ghardaïa doivent se préparer à leur nouvelle vocation touristique, a-t-il soutenu.

Kamel L.

Assises régionales des jeunes entrepreneurs de Saïda

Le rôle de la publicité dans la commercialisation des produits souligné

■ Les participants aux assises régionales des jeunes entrepreneurs, organisées à Saïda, ont souligné la nécessité pour les gérants de micro-entreprises à recourir à la publicité pour faire connaître et commercialiser leurs produits.

Par Amel B.

L'économiste Rahou Mohamed Medjdoub d'Alger a rappelé, lors des ateliers tenus dimanche soir, que le volet publicitaire au sein d'une entreprise joue un rôle déterminant dans la commercialisation des différents produits et garantit la réussite de leurs activités. Il a ajouté que plusieurs micro-entreprises qui privilégient la publicité ont réalisé un franc succès dans la vente de leurs produits à l'échelle nationale, contrairement à d'autres entreprises qui ont sous-estimé cet aspect important de l'opération de commercialisation des produits. L'intervenant a mis l'accent sur d'autres facteurs comme la qualité du produit et les prix proposés, qui jouent un rôle important dans la promotion et la commercialisation des différents produits



de ces entreprises. Dans ce sens, l'orateur a appelé les jeunes gérants des micro-entreprises à une bonne gestion de leurs activités et à distribuer les missions afin d'atteindre le succès et développer leurs activités.

Les gérants des micro-entreprises ayant pris part à ces ateliers ont abordé plusieurs préoccupations entravant l'essor et le développement de leurs activités, comme leur incapacité à faire face aux produits importés et cédés à bas prix et le problème des créances bancaires à honorer. Ces assises régionales des jeunes entrepreneurs, organisées par la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs sous le slogan «la micro-entreprise, un outil de développement local», ont pris fin hier. Elles ont réuni les représentants de 30 micro-entreprises venus de 12 wilayas de l'ouest du pays, rappelle-t-on. A. B./APS

Pétrole

Le Brent se redresse à plus de 60 dollars

Les prix du pétrole se sont redressés hier en cours d'échanges européens, après leur plongeon de vendredi, dans un marché craignant toujours une production trop abondante. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 60,05 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,25 dollar par rapport à la clôture de

vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 66 cents à 51,08 dollars. Vendredi, le WTI avait lâché 4,21 dollars, soit 7,7%, et le Brent 3,80 dollars (-6,9%), tombant chacun à leurs plus bas depuis octobre 2017. Sur les sept dernières semaines, les prix ont

perdu environ un tiers de leurs valeurs. «La crainte (des marchés) est que l'Arabie saoudite s'incline devant la pression des Etats-Unis pour garder les prix bas», a relevé Neil Wilson, analyste pour Markets.com, précisant qu'avec l'affaire Kashoggi, Donald Trump «dispose d'un levier important et qu'il l'utilisera». La semaine dernière, le président américain a remercié

ostensiblement Ryad pour la baisse des cours du pétrole, après avoir témoigné un soutien appuyé au régime saoudien dans l'affaire du journaliste Jamal Khashoggi. Depuis la mort de cet opposant à la royauté, le régime saoudien est sous le feu des critiques et conserver l'appui des Etats-Unis lui est essentiel. Les yeux sont donc tournés vers la prochaine

réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires, dont la Russie fait partie, les 6 et 7 décembre. «Il devrait être clair que l'Opep s'accordera sur une réduction drastique de la production début décembre», ont néanmoins estimé les analystes de Commerzbank, qui jugent la récente chute des cours «exagérée». Asma S.

Brexit

Les dirigeants des 27 approuvent l'accord du retrait britannique de l'UE

Les dirigeants des 27 pays de l'Union européenne ont approuvé dimanche l'accord sur le retrait britannique de l'UE ainsi que la déclaration ébauchant la relation post-Brexit avec ce pays. Le Royaume-Uni est le premier pays à claquer la porte du cercle européen. «Le Conseil européen approuve l'accord de retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique», écrivent les 27 dans les conclusions du sommet, ajoutant vouloir instaurer la relation «la plus proche possible» post-Brexit avec Londres. Cette relation future a fait l'objet d'une «déclaration politique» séparée de l'accord de divorce, qui a également été approuvée par le Conseil européen. Les 27 ont remercié le négociateur en chef de l'UE Michel Barnier «pour ses efforts inlassables» et «sa contribution pour maintenir l'unité parmi les 27 Etats membres tout au long des négociations avec Londres». Le procès-verbal du sommet

réaffirme qu'un accord sur la pêche est «une priorité» et qu'il devrait être négocié avec le Royaume-Uni «bien avant la fin de la période de transition» fin décembre 2020. Dans des documents annexes, dont une lettre du représentant britannique au conseil européen ainsi qu'une lettre du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker et du président du Conseil européen Donald

Tusk au Premier ministre espagnol Pedro Sanchez, des assurances sont données à l'Espagne sur le fait qu'elle aura son mot à dire dans les discussions sur la future relation entre l'UE et Gibraltar. Cette question du rocher de Gibraltar, territoire britannique situé à l'extrême sud de l'Espagne, a menacé l'organisation du sommet jusqu'à la veille de la rencontre. Le «traité de retrait», négocié pendant 17

mois entre Londres et Bruxelles doit encore passer l'épreuve de la ratification du Parlement européen et surtout celle du Parlement britannique avant d'entrer en vigueur le 29 mars 2019. «Je ferai campagne corps et âme pour remporter ce vote, (...) pour le bien du Royaume-Uni et de l'ensemble de notre population», a promis Theresa May dans une lettre ouverte publiée dimanche dans la presse britan-

«Il est maintenant temps pour chacun de prendre ses responsabilités», a déclaré M. Barnier à son arrivée au sommet. «Nous resterons des alliés, des partenaires et des amis avec le Royaume-Uni», a-t-il ajouté. Voir le Royaume-Uni «quitter l'UE n'est pas un moment de jubilation ni de célébration, c'est un moment triste et c'est une tragédie», a déclaré M. Juncker.

F. Y./Agences

Chine

Hausse des bénéfices de l'industrie pétrolière et chimique

L'industrie pétrolière et chimique de la Chine a rapporté environ 712,1 milliards de yuans de bénéfices sur les neuf premiers mois de l'année, soit une hausse annuelle de 45,2% par rapport à la même période l'année dernière, selon des données officielles. Ce montant représente 14,3% des bénéfices totaux des entreprises industrielles chinoises possédant chacune un chiffre d'affaires annuel de plus de 20 millions de yuans,

selon le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information. Avec des actifs totalisant 12 750 milliards de yuans, en hausse de 6,1% en glissement annuel, le rapport actif/passif du secteur a baissé de 1,16 point de pourcentage à 54,19%. Le taux de profit du secteur a augmenté de 1,56 point à 7,43%, grâce à l'amélioration soutenue de l'efficacité des activités d'exploitation du pétrole et du gaz naturel et au bon élan de développement de

l'industrie chimique et du raffinage du pétrole. Les prix du pétrole et du gaz naturel ont augmenté de 24,6% sur la période janvier-septembre, et ceux des matières premières chimiques et des produits chimiques ont augmenté de 7,2%. Les exportations totales de l'industrie durant cette période ont connu une hausse de 22,8% pour atteindre 521,66 milliards de yuans. Le taux de croissance était de 8,6 points de pourcentage supérieur à celui

rapporté durant la même période l'année dernière. Les investissements en capital fixe dans les matières premières chimiques et la production chimique ont progressé de 1,7%, soit la première hausse depuis fin janvier. Cette augmentation est néanmoins inférieure à la croissance moyenne de 5,4% pour les investissements industriels dans le pays, selon les chiffres publiés par le Bureau d'Etat des statistiques.

R. E.

Tlemcen

16 000 hectares semés depuis le début de la campagne labours-semailles

■ Une superficie estimée à 16 000 hectares (toutes espèces de céréales confondues) a été semée à travers la wilaya de Tlemcen depuis le lancement au mois d'octobre dernier de la campagne labours semailles, a-t-on appris d'un responsable de la direction des services agricoles de Tlemcen.

Par Zineddine L.

La présente campagne, qui se déroule dans de bonnes conditions, concerne une superficie totale de l'ordre de 172 500 ha dont 53 000 ha de blé dur, 28 000 ha de blé tendre, 86 500 ha pour les orges et 5 000 ha pour les avoines, a indiqué Abderrahim Benzamra qui a, par ailleurs, souligné que la nouveauté pour cette campagne est la constitution de commissions locales composées de représentants de subdivisions agricoles, de la chambre d'agriculture et de l'UNPA pour accompagner notamment les céréaliers exploitant de grandes superficies sans documents authentifiés, en l'occurrence la fiche signalétique. Ces commissions se chargeront d'élaborer des procès-verbaux de constat avec un plan de situation des parcelles à exploiter qui permettront au bénéficiaire d'obtenir un crédit de campagne (crédit RFIG) en se basant sur la fiche signalétique établie par la Chambre d'agriculture, a-t-on expliqué. Une fois l'opération terminée, les bénéficiaires devront s'adresser aux communes pour procéder à la déclaration d'emblavure, a-t-on ajouté. Afin d'assurer une bonne campagne, des séances de vulgarisation de proximité sont assurées par les représentants de la DSA en plus des regroupements qui sont organisés périodiquement sur des thèmes définis comme les semoirs, l'irrigation d'appoint des céréales, l'utilisation rationnelle des engrais de fond et de couverture, l'utilisation des herbi-

cides en sus des différents programmes d'accompagnement et d'aide de l'Etat, a déclaré le même responsable. Il a par ailleurs fait savoir que deux programmes de soutien sont en cours. Il s'agit du programme de soutien à la mobilisation des ressources hydriques (forages) et le matériel d'irrigation (pivots, enrouleurs, kits d'aspersion, réalisation de bassins d'irrigation destinés uniquement pour l'irrigation d'appoint des céréales) dans le but de sécuriser la production céréalière. En parallèle avec cette campagne, la direction des services agricoles a initié un autre programme qui concerne les légumineuses alimentaires, notamment la lentille. Tlemcen qui emblavait, d'une manière non encadrée dans les précédentes campagnes, une



superficie maximale de 20 hectares, passera cette année à 200 ha. En termes d'accompagnement pour la réalisation de ce programme, la DSA, la CCLS et la Chambre d'agriculture ont

réparti le matériel indispensable à cette culture (rouleaux et semoirs) à travers toutes les subdivisions agricoles de la wilaya pour qu'ils soient facilement accessibles aux agriculteurs tou-

chés par ce programme qui vont bénéficier, pour la première fois, de l'accès au crédit RFIG, a-t-on indiqué.

Z. L./APS

Ghardaïa

Plus de 6 100 hectares réservés à la céréaliculture

Une superficie agricole de 6 137 hectares sous pivot a été réservée à la céréaliculture dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de la saison agricole 2018-2019, a appris l'APS du directeur des services agricole (DSA). Une surface de 5 535 ha sera enssemencée en blé dur et 600 ha en orge au niveau des exploitations agricoles situées dans la wilaya déléguée d'El-Menea (Hassi Lefhal, Hassi-Ghanem, Hassi El-Gara et El-Menea), riche en potentialités hydriques ainsi que quelques périmètres agricoles à Berriane et Seb-Seb, a précisé Mustapha Djakboub. La campagne de labours-semailles, qui a débuté ce week-end, s'annonce sous de bons auspices dans la wilaya de Ghardaïa, marquée par une «hausse appréciable» de la superficie à emblaver (6 137 ha), soit une hausse de plus de 22% par rapport à la campagne agricole

précédente (5 000 ha), a fait savoir le DSA. La surface sous pivot consacrée à la production céréalière a connu une courbe ascendante, estimée à plus de 500% depuis 2009, passant de 1 150 à 6 137 ha, a précisé M. Djakboub, citant également l'amélioration quantitative et qualitative de la production. Cette extension de la superficie destinée aux cultures céréalières sous pivot s'est effectuée suite à une sensibilisation permanente sur l'importance d'un tel secteur stratégique, menée par les responsables locaux de l'agriculture, et à la mise en valeur de nouveaux périmètres agricoles dans la partie sud de la wilaya, a expliqué le DSA. Concernant l'approvisionnement en facteurs de production, les disponibilités en semences céréalières sélectionnées sont estimées à 13 000 quintaux ainsi qu'une importante quantité d'in-

trants. Pour garantir une bonne saison agricole avec des rendements performants, les services de la DSA ont entamé des campagnes de sensibilisation au profit d'une centaine d'agriculteurs sur l'économie de l'eau, l'itinéraire technique et les méthodes de l'entretien des cultures céréalières, à travers la lutte contre les herbes nuisibles et la fertilisation du sol. La production céréalière enregistrée durant la campagne de moisson 2018 a donné lieu à 209 000 quintaux de céréales sur une superficie emblavée de 5 000 ha, avec un rendement qui a atteint un pic de 75 qx/ha dans la localité de Hassi El-Gara. Par ailleurs, une production de 800 000 qx de maïs fourrager (ensilage) a été engrangée dernièrement (production estivale) sur une superficie emblavée de près de 25 000 ha.

Anissa H.

Bordj Bou Arréridj

Acquisition de nouveaux chasse-neige en prévision de l'hiver

Le parc de la Direction des travaux publics (DTP) de la wilaya de Bordj Bou Arréridj a été renforcé par l'acquisition de 3 nouveaux chasse-neige en prévision des intempéries et des chutes de neige durant la saison hivernale, a-t-on appris des responsables du secteur. Ces nouveaux engins permettront aux équipes d'intervention de dégager rapidement les routes qui risquent d'être bloquées à la circulation, a précisé la même source, soulignant que 250 tonnes de sel de déneigement sont aussi mobilisées en cas de besoin. Tous les moyens humains et matériels nécessaires, dont ceux relevant du secteur privé, sont mobilisés avec la mise en place

d'un plan de travail visant à assurer l'intervention en temps réel à travers les tronçons où des difficultés seront enregistrées, a ajouté la même source. La wilaya

de Bordj Bou Arréridj a été divisée en pôles d'interventions, à savoir le tronçon de l'autoroute Est-Ouest auquel ont été assignés 3 chasse-neige et 25

agents, les routes des communes de la daïra de Djaâfra et de Bordj Zemoura, celles menant vers les localités de Herraça et de Bendaoud ainsi

que le chemin de wilaya (CW) 42 A dans son segment traversant la daïra de Mansoura, a-t-on signalé à la DTP.

APS

Fièvre aphteuse et rage

18 000 bovins vaccinés à Médéa

Plus de 18 000 bovins ont été vaccinés dans la wilaya de Médéa, à la faveur de la campagne de vaccination contre la fièvre aphteuse et la rage, entamée début octobre dernier, a révélé dimanche l'inspection vétérinaire de la Direction des services agricoles (DSA). Cette campagne, qui a touché à ce jour près de 45% du cheptel bovin de la wilaya, se poursuivra jusqu'à la mi-janvier prochain, de façon à permettre aux éleveurs de la région, notamment ceux qui pratiquent

l'élevage en pleine nature, de faire vacciner leur cheptel, avant l'expiration de la durée de la campagne, a indiqué Mohamed Slama, chef de l'inspection vétérinaire. Un lot de quarante mille doses de vaccin «bivalent», destiné au traitement à la fois, de la fièvre aphteuse et de la rage, a été mis à la disposition de l'inspection vétérinaire, a-t-il ajouté, précisant que pour la réussite de cette campagne pas moins de 73 vétérinaires ont été mobilisés. L'encadrement des services agri-

coles, affecté à travers les différentes subdivisions agricoles, a été chargé de la vulgarisation de cette campagne auprès des éleveurs activant dans des zones montagneuses ou enclavées, dans le but de les informer des dispositions prises pour lutter contre ces épizooties et les sensibiliser contre les risques auxquels s'exposent leurs cheptels en cas de retard de vaccination, a fait savoir M. Slama.

R. R.

Tunisie

La crise politique a empêché de réaliser un taux élevé de croissance

■ Le Chef du gouvernement tunisien, Youssef Chahed, a déclaré que la Tunisie était incapable de réaliser un taux de croissance élevé au cours de cette année «à cause de la crise politique».

Par Farid M.

«**N**ul ne peut nier les répercussions de cette crise sur les indices de croissance. On aurait dû réaliser un taux de croissance meilleur», a-t-il souligné, lors du débat général sur le projet de budget de l'Etat et le projet de la loi de finances pour l'exercice 2019, à l'issue de la présentation de la déclaration du gouvernement. Il s'exprimait lors d'une séance plénière à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), consacrée à l'examen du projet de budget de l'Etat et du budget économique pour l'exercice 2019. «Bien que l'année 2019 soit difficile, il est encore possible de changer la donne, une fois que la confiance en la valeur du travail soit rétablie», a-t-il lancé, estimant indispensable de «trouver les consensus nécessaires pour surmonter les difficultés». «Ma main demeure tendue à toutes les parties pour engager un dialogue et aplanir les difficultés», a encore indiqué M. Chahed. Du haut de la tribune de l'hémicycle du Bardo, Youssef Chahed a suscité l'«urgence» d'examiner les projets de loi soumis au Parlement, faisant remarquer que nombre de ces projets sont à caractère financier. Il a également fait état de l'augmentation des budgets alloués à nombre de départements, en l'occurrence le ministère des Affaires étrangères qui a bénéficié d'une «augmentation de 20%». Les budgets alloués au ministère de la Justice, au ministère de l'Intérieur et au ministère de la Défense pour l'année 2019 s'élevaient totalement à «6 milliards de dinars, soit une augmentation de 900 millions de dinars par rapport à l'année 2018», a souligné Chahed. «Ces fonds ont été réservés à ces départements au détriment d'autres secteurs», a-t-il précisé. La mobilisation de ces fonds est motivée, a-t-il dit, par «le souci de garantir la sécurité nationale, la sécurisation des frontières et la lutte contre le terrorisme qui représentent la principale préoccupation du gouvernement». «Le gouvernement a aussi augmenté le montant des indemnités allouées aux familles des martyrs des institutions sécuritaires et militaires», a-t-il ajouté. Selon l'agence de presse tunisienne TAP, l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) de Tunisie devait poursuivre hier la discussion des différents chapitres du budget de l'Etat et voter les allocations, avant d'examiner et d'adopter le projet de loi de

finances pour l'exercice 2019. Elle devrait entamer ensuite l'examen des projets de budgets de l'ARP, de la présidence de la République et de la présidence du gouvernement.

Grève générale dans la Fonction publique et le secteur public le 17 janvier

Le secrétaire général adjoint et porte-parole de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Sami Tahri, a annoncé qu'une grève générale dans la Fonction publique et dans le secteur public «sera observée dans l'ensemble du pays le 17 janvier 2019». Prononçant la déclaration de la commission administrative de l'UGTT, tenue samedi au siège de l'UGTT, M. Tahri, cité par l'agence TAP, a souligné que «la Centrale syndicale dénonce le non-respect par le gouvernement de ses engagements concernant les augmentations salariales dans la Fonction publique, ce qui porte atteinte au dialogue social et aux principes des conventions internationales». L'UGTT dénonce, en outre, «la soumission du gouvernement aux instructions des instances financières internationales et déplore la décision anticonstitutionnelle de suspendre les cours dans tous les établissements scolaires et universitaires le jour de la grève générale dans la Fonction publique observée le 22 novembre dernier». M. Tahri a réaffirmé l'attachement des agents de la Fonction publique à leur droit à des augmentations salariales et à la réforme du service public afin qu'il puisse jouer son rôle économique et social. Par ailleurs, l'UGTT s'est dite «étonnée» du silence du gouvernement face à l'application de



l'accord signé sur les augmentations salariales des agents de la STEG et la fin des négociations sur la révision du statut des établissements publics et la réforme des entreprises publiques. Le responsable syndical a ajouté que l'UGTT «dénonce la suspension des négociations dans plusieurs secteurs par les instances gouvernementales et appelle l'Union tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat à accélérer la signature des annexes relatifs aux augmentations salariales dans le secteur privé afin qu'elles soient publiées

au JORT». La Centrale syndicale a souligné également «la nécessité de trouver des solutions urgentes à l'emploi précaire et à régulariser la situation des ouvriers de chantier, des enseignants suppléants et des cadres religieux dans les mosquées». Dans ce contexte, M. Tahri a souligné que l'UGTT rejette le retour à la sous-traitance dans le secteur public et dans la Fonction publique et dénonce la poursuite du même modèle de développement qui a prouvé son échec et a renforcé la crise sociale et économique dans le pays. A noter

que le secrétaire général adjoint de l'UGTT, Hefayedh Hefayedh, a déclaré aux médias, avant le démarrage des travaux de la commission administrative, qu'aucun entretien n'a eu lieu avec le gouvernement après la grève générale du 22 novembre, à l'exception de la réunion de négociations tenue entre le gouvernement et la Fédération générale de l'enseignement secondaire et qui a abouti à un échec et au maintien du boycott des examens du premier trimestre par les enseignants.

F. M./APS

Saisie de stupéfiants et de cigarettes de contrebande au port de la Goulette

LES SERVICES de douanes ont réussi à déjouer dimanche, au port de la Goulette, deux opérations de contrebande portant l'un sur des cigarettes et l'autre sur du cannabis, a indiqué un communiqué de la douane. Ainsi, l'inspection d'une remorque destinée à l'exportation a permis de saisir 2 970 paquets de cigarettes à bord d'un camion immatriculé à l'étranger et conduit par un chauffeur de nationalité européenne. La seconde saisie a été effectuée sur une voiture également immatriculée à l'étranger, conduite par une Tunisienne en provenance de Gênes, où 50 plaques de cannabis étaient dissimulées dans une pompe à eau.

R. M.

Libye

L'ancien chef de la sécurité de Tripoli grièvement blessé dans une tentative d'assassinat

L'ancien chef de la sécurité de la capitale libyenne à Tripoli a survécu à une tentative d'assassinat, dimanche devant son domicile, et a été grièvement blessé, ont annoncé des médias citant un haut responsable. «Le général Salah al-Smu'i a survécu à une tentative d'assassinat après que des hommes armés lui ont tiré dessus, devant son domicile à Tripoli», a indiqué le responsable du ministère libyen de l'Intérieur.

«Le général Al-Smu'i a été grièvement blessé et a été transféré à l'hôpital», a fait savoir le responsable, ajoutant que son état de santé était stable. Il y a trois semaines, le ministre libyen de l'Intérieur, récemment nommé à ce poste, Fathi Bachaga, a relevé

le général Al-Smu'i de ses fonctions et désigné Salem Gremida au poste de chef de la sécurité de Tripoli.

La marine secourt 113 migrants clandestins au large de la côte ouest

La marine libyenne a annoncé dimanche avoir secouru 113 migrants clandestins, y compris des femmes et des enfants, au large de la côte ouest du pays.

Les gardes-côtes en patrouille, avec l'aide d'un bateau appartenant à un champ gazier, ont porté secours aux migrants qui se trouvaient à bord d'une embarcation pneuma-

tique, a affirmé la marine libyenne dans un communiqué. L'opération de secours s'est déroulée à quelque 75 km des côtes de Tripoli.

Les migrants se sont avérés originaires de différents pays africains. Les migrants secourus ont ensuite été évacués vers un centre de réception à Zawiya, ville située à 45 km à l'ouest de Tripoli, précise le communiqué.

Des milliers de migrants clandestins choisissent chaque année de traverser la Méditerranée en direction de l'Europe depuis la Libye, plongée dans le chaos après la chute de Mouammar Kadhafi en 2011.

Sara H.



Emirats arabes unis

Un Britannique, condamné pour espionnage, gracié

■ Les Emirats arabes unis ont gracié hier un doctorant Britannique, Matthew Hedges, moins d'une semaine après l'avoir condamné à la perpétuité pour espionnage, une décision saluée immédiatement par Londres.

Par Rima C.

La condamnation de ce ressortissant britannique avait suscité choc et stupéfaction à Londres, un allié clé des Emirats. M. Hedges est l'un des 700 prisonniers graciés par le président émirati à l'occasion de la fête nationale. «Une grâce présidentielle a été décidée avec effet immédiat par cheikh Khalifa ben Zayed Al Nahyane, président des Emirats arabes unis», a indiqué le ministère des Affaires présidentielles, dans un communiqué. Arrêté à l'aéroport de Dubaï le 5 mai, Matthew Hedges, âgé de 31 ans et doctorant à l'université de Durham (nord-est de l'Angleterre), avait été condamné mercredi dernier à la perpétuité par le tribunal fédéral d'Abou Dhabi pour espionnage au profit d'un pays étranger. Selon son épouse Daniela Tejada, Matthew Hedges faisait des recherches sur la politique étrangère et interne des Emirats en matière de sécurité après le Printemps arabe de 2011. Il y avait vécu «plusieurs années» avant de revenir au Royaume-Uni en 2015, a-t-elle affirmé. «M. Hedges sera autorisé à quitter les Emirats arabes unis

une fois les formalités accomplies», ont précisé les autorités sans donner davantage de précisions. Cette grâce a été décidée en réponse à une lettre de la famille de M. Hedges transmise par les autorités britanniques, a indiqué un responsable émirati, Jaber al-Lamki, lors d'une conférence de presse. Le responsable a toutefois diffusé une vidéo présentée comme contenant une confession de M. Hedges avouant être un agent des services secrets britanniques. «Il est à 100% un agent des services secrets et a été reconnu coupable d'espionnage», a insisté le responsable en affirmant que M. Hedges avait avoué ces faits.

La femme du doctorant, Daniela Tejada, qui a pour la dernière fois vu son mari le jour de sa condamnation, s'est dite «absolument folle de joie». Interrogée sur la BBC sur les accusations d'espionnage portées contre son mari, elle a répondu : «Au fond de mon cœur, je sais qu'il n'est pas un espion». Mais «si c'est ce qu'il faut pour le ramener, je me réjouis de la nouvelle», a-t-elle ajouté. «Malgré notre désaccord avec les accusations, nous sommes reconnaiss-

sants au gouvernement des Emirats arabes unis pour avoir résolu le problème rapidement», a réagi le ministre britannique des Affaires étrangères, Jeremy Hunt, sur Twitter. Le ministre émirati des Affaires étrangères, Anwar Gargash, a affirmé que cette grâce allait permettre aux deux pays de se concentrer de nouveau au développement des relations bilatérales. «Ça a toujours été le souhait des Emirats arabes unis de voir cette affaire résolue au travers des canaux de discussion établis dans le cadre de notre partenariat de longue date. C'était une affaire simple qui est devenue inutilement complexe malgré les grands efforts des Emirats arabes unis», a déclaré le ministre dans un communiqué. Mercredi, la Première ministre britannique Theresa May s'était déclarée «profondément



déçue par le jugement, ajoutant que son gouvernement allait continuer à intervenir auprès des autorités émiraties. Les autorités émiraties avaient réagi le lende-

main en affirmant être «déterminées à protéger leur relation stratégique avec un allié clé». R. C.

Mexique

La désillusion gagne la caravane de migrants qui veut gagner les USA

La désillusion commençait à gagner hier les migrants qui tentent de rejoindre par centaines les États-Unis à partir de Tijuana (nord-ouest du Mexique) après l'échec la veille d'un passage en force de la frontière. Quelque 500 Centraméricains, parmi lesquels des femmes et des enfants, qui participaient dimanche à une manifestation pacifique aux abords de la frontière, se sont subitement dirigés vers la barrière métallique qui délimite la frontière pour tenter d'entrer illégalement aux États-Unis. Après avoir franchi cette première barrière rouillée, ils ont finalement été repoussés par les forces de l'ordre américaines qui ont tiré des gaz lacrymogènes, avant d'avoir pu atteindre une seconde barrière, surmontée de barbelés, derrière laquelle les agents frontaliers américains s'étaient mobilisés. Survolés par des hélicoptères à basse altitude, les migrants ont dû se résigner à rebrousser chemin et revenir dans le centre sportif où s'entassaient depuis une semaine quelque 5 000 migrants de la caravane. Le retour de ces migrants aux vêtements déchirés ou couverts de terre après leur tentative, effrayés par beaucoup par la réaction américaine, a fortement découragé l'ensemble de la caravane. «Nous avons le cœur et l'espoir détruits. Nous avons cru que nous étions arrivés aux États-Unis, qu'ils nous donneraient l'asile», a commenté à l'AFP Andy Colon, un Hondurien de 20 ans qui voyage avec sa sœur et deux enfants. «Maintenant on vit une déception, mais grâce à Dieu nous sommes vivants. Nous n'avons pas d'autre choix que de rester dans ce refuge et chercher (au Mexique) une vie, un travail, une maison», dit-il,

le pantalon déchiré. Ces migrants centraméricains étaient partis ensemble le 13 octobre du Honduras et avaient parcouru plus de 4 000 kilomètres pour fuir la violence et la pauvreté dans leur pays, comptant sur leur nombre pour garantir leur sécurité et franchir les obstacles devant eux.

Un Hondurien, qui au fil des semaines avait gagné une certaine influence au sein du cortège et pouvait mobiliser les migrants, est revenu au refuge en pleurant, après l'échec de leur intrusion, et se montrait désormais inquiet pour sa propre sécurité. «On m'a dit que ceux d'ici (les habitants de Tijuana) m'ont identifié et qu'ils me cherchent pour me tuer. La seule chose que je veux maintenant c'est retourner au Honduras», a-t-il confié à l'AFP sous le couvert de l'anonymat. Il a indiqué être prêt à se rendre aux autorités migratoires mexicaines à condition qu'elles lui garantissent une expulsion immédiate. La colère de certains groupes de commerçants et transporteurs de Tijuana s'est accentuée dimanche avec la fermeture temporaire de la frontière qui a limité les échanges commerciaux entre les deux villes et porté préjudice à leur activité. «Ils ont foutu en l'air le dimanche de tous ceux qui, comme nous, travaillent ici, décemment à la frontière», s'est plaint à l'AFP Jesus Tirado, un chauffeur de camion. La frontière à San Diego a finalement été rouverte en fin de journée par les autorités américaines après plusieurs heures de fermeture. La mairie a durement critiqué les migrants et averti que la police avait déjà arrêté 24 Honduriens qui avaient tenté de franchir illégalement la frontière et pourraient

en interpellé davantage encore dans les prochains jours. «Nous allons appliquer la tolérance zéro car la police fédérale est dépassée», a commenté à l'AFP sous le couvert de l'anonymat un responsable de la police locale. On ignore si les Honduriens arrêtés ont été transférés aux autorités fédérales en vue d'une expulsion vers leur pays d'origine. Le ministère de l'Intérieur mexicain a averti dans un communiqué «qu'il expulsera immédiatement les personnes qui ont participé à ces faits violents». Une mobilisation des forces de police fédérale pour arrêter certains migrants au sein même du refuge semble toutefois peu probable à moins d'une semaine d'un changement de gouvernement et de l'entrée en fonction du nouveau président Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) qui héritera dès son premier jour d'une crise migratoire. Le président américain Donald Trump a récemment pris un décret pour rejeter automatiquement les demandes d'asile déposées par des personnes entrées illégalement aux États-Unis, mais la justice a pour l'instant bloqué cette mesure. Il a aussi menacé de fermer totalement la longue frontière entre les États-Unis et le Mexique si la situation devait dégénérer, alors que 9 000 militaires américains y ont été déployés. M. Trump fait également pression sur les autorités mexicaines pour que ces migrants restent au Mexique le temps que leurs demandes d'asile soient étudiées aux États-Unis. Selon le *Washington Post*, un accord en ce sens aurait été trouvé entre l'équipe de AMLO - qui prendra ses fonctions le 1^{er} décembre - et l'administration américaine.



Points chauds

Conseil

Par Fouzia Mahmoudi

Si Ségolène Royal, ex-candidate socialiste à l'élection présidentielle de 2007 et ministre de François Hollande, n'a pas été la première à rejoindre Emmanuel Macron lors de sa campagne présidentielle de 2017, elle l'a toutefois fait relativement vite, se positionnant comme l'une des grandes personnalités PS à changer de bord et à abandonner le «vieux» Parti socialiste. Toutefois, si Royal n'a pas manqué de faire campagne pour Macron, il semblerait qu'elle n'ait pas été récompensée comme elle le souhaitait. En effet, pas de maroquin ou de poste clé pour l'ex-ministre qui avait tout de même trahi Hollande et le PS pour se jeter dans les bras de La République En Marche de Macron. Dix-huit mois plus tard, ne se sentant ainsi pas redevable à l'ex-ministre de l'Économie devenu président, elle n'hésite pas à l'interpeller alors que la tension en France ne cesse de monter depuis le début du mouvement des «gilets jaunes». L'ancienne ministre a ainsi appelé «solennellement» Emmanuel Macron cette semaine à avoir «le courage de retirer une mauvaise réforme» en renonçant à la hausse des taxes sur les carburants. «Rien ne peut se faire, aucun dialogue ne peut se nouer, si les taxes mises à l'aveugle sur les carburants ne sont pas retirées», a-t-elle déclaré sur la chaîne France 3. Elle a appelé le président de la République à «faire preuve de bon sens et un peu d'humilité». «Il y a une réforme injuste qui a été mise en place et qui a semé du désordre», a jugé l'ancienne ministre de l'Environnement pour expliquer la mobilisation des «gilets jaunes». «Parfois, il faut plus de courage pour retirer une mauvaise réforme, que pour se dissimuler derrière cette formule : «Je tiens le cap»», a ajouté Royal, qui estime que pour sortir de cette crise, la France attend «de l'apaisement, de la compréhension et de la démocratie». Ce dimanche, l'Élysée et le gouvernement ont maintenu la prochaine hausse des taxes sur les carburants. Le chef de l'État doit s'exprimer aujourd'hui sur la politique énergétique et climatique. Il doit lancer la création d'un «Haut conseil pour le climat» composé d'experts. Toutefois, il est peu probable que Macron suive le conseil de Royal et annonce une suppression de la taxe sur le carburant. Bien sûr l'on se doute que le conseil de l'ex-ministre n'est pas si désintéressé et permet à son auteur de faire parler d'elle dans ces temps de crise pour essayer, comme elle l'a annoncé il y a quelques semaines déjà, de se repositionner dans l'échiquier politique pour tenter une nouvelle candidature à la prochaine présidentielle. F. M.



Des chercheurs algériens et étrangers au rendez-vous

Colloque international sur l'œuvre de Rachid Mimouni

■ Après une éclipse de plusieurs années, le Colloque international sur l'œuvre de l'écrivain et romancier Rachid Mimouni est de retour demain et après-demain à Boumerdès. Un bon nombre de chercheurs algériens et étrangers prennent part à cette édition organisée sous le thème «l'œuvre de Rachid Mimouni : ruptures et renouveaux». Trois axes principaux liés à l'œuvre de Mimouni seront abordés lors de cette édition dont le but majeur est de revisiter l'œuvre de l'écrivain tout en mettant la lumière sur la particularité de son style et les thèmes les plus récurrents dans ses écrits.

Par Abia Selles

La ville de Boumerdès réunit en cette fin de semaine (demain et après-demain) un bon nombre d'hommes de lettres autour du thème «l'œuvre de Rachid Mimouni : ruptures et renouveaux». C'est dans le cadre d'un colloque international autour de l'œuvre de ce romancier et écrivain que des chercheurs algériens et étrangers prennent part à cet événement de deux jours.

Organisée en étroite collabo-

ration entre la direction de la Culture de la wilaya de Boumerdès et l'Université Alger 2, des hommes de lettres et des enseignants universitaires spécialistes de l'œuvre de l'auteur du «*Fleuve détourné*» (nationaux et étrangers) assureront l'animation de ce rendez-vous scientifique, qui revient après une «éclipse» de plusieurs années.

La manifestation, intitulée «l'œuvre de Rachid Mimouni : ruptures et renouveaux», abordera à la maison de la Culture Rachid-Mimouni, trois axes principaux liés à son œuvre, à savoir

le «Rapport problématique à l'histoire», le «Rapport problématique au référent» et les «Problématiques relatives à l'altérité».

Selon M. Koudid, le colloque a notamment pour objectif de revisiter l'œuvre de cet auteur algérien, qui aura marqué son époque, tout en constituant un point de rencontre et d'échanges pour les hommes de lettres et les auteurs participants.

L'opportunité constituera également un cadre propice pour les jeunes figures de la littérature algérienne présents pour enrichir



leur expérience auprès de leurs aînés, tout en sensibilisant les étudiants, les jeunes en général, sur l'importance du roman et de l'écriture romanesque.

Une série de communications seront animées, à l'occasion, par des universitaires et romanciers nationaux et français notamment. En marge de ce colloque, une exposition sur l'œuvre et la vie de Mimouni est prévue au

hall de la maison de la Culture, parallèlement à une foire du livre scientifique mise sur pied en coordination avec l'Organisation nationale des éditeurs algériens.

La manifestation sera clôturée par une excursion au profit de tous les participants et invités, vers des sites touristiques de la région.

A. S./APS

Journées nationales du court métrage amateur à Bouira

Une vingtaine de films seront projetés

Vingt-trois films seront projetés lors de la 1^{re} édition des Journées nationales du court métrage amateur à Bouira, qui a débuté dimanche à la maison de la culture Ali-Zaâmoum et qui s'achèvera aujourd'hui, à indiqué la directrice de la maison de la culture. «Il y a 23 films qui seront projetés lors de ces Journées nationales du court

métrage et une récompense sera remise au meilleur film court métrage amateur», a expliqué Salih Cherbi à l'APS, précisant que Bouira est présente avec 11 films qui devront être projetés lors de ces journées.

M^{me} Cherbi a déclaré que douze wilayas sont également présentes à cet événement, dont l'objectif est d'encourager

notamment les échanges de connaissances dans le domaine du septième art entre les différents acteurs et réalisateurs. «Il s'agit d'une occasion pour eux d'échanger des idées, des projets, en vue de booster la production du film court métrage», a-t-elle dit. «Une enveloppe financière de 100 000 dinars ainsi qu'un cadeau symbolique seront

remis à l'auteur du meilleur film. Des montants de 50 000 et 30 000 dinars seront aussi décernés aux deuxième et troisième films», a fait savoir la responsable.

Selon les détails fournis par M^{me} Cherbi, un jury procédera à la sélection des trois vainqueurs.

Un vibrant hommage sera rendu au réalisateur Larbi

Rachid, connu pour ses films, notamment «*El-Maâssara*», réalisé en 1986 et par lequel il a pu récolter quatre titres d'encouragement au niveau national, a relevé M^{me} Cherbi.

«La majorité des films courts métrages qui seront projetés à cette occasion racontent en général les souffrances qu'endure la jeunesse algérienne», a encore expliqué la même responsable, qui a donné le coup d'envoi officiel de cette manifestation culturelle en présence des autorités locales de la wilaya. M. K.

Théâtre pour enfants

«Tahouissa», une nouvelle pièce théâtrale en montage à Oran

Une nouvelle pièce théâtrale pour enfants intitulée «*Tahouissa*» (Balade) est en montage à Oran, a-t-on appris dimanche auprès de l'association culturelle locale «El-Amel», productrice de cette œuvre.

Ce spectacle, dont la première présentation est prévue vers la fin décembre prochain, se veut «une invitation au voyage dans l'imaginaire des petits», a indiqué à l'APS Mohamed Mihoubi, président de l'association indiquée.

L'histoire a pour trame «un regroupement d'enfants autour de la diligence d'une troupe artistique itinérante qui se voit contrainte à l'arrêt suite au déboisement d'une route», a

expliqué Mihoubi, également auteur et metteur en scène de la pièce. Neuf jeunes comédiens sont distribués dans cette nouvelle création, qui met à l'honneur les contes du terroir, la chanson du patrimoine et la musique traditionnelle, a-t-il souligné.

Les artistes choisis dans ce cadre sont issus des deux dernières promotions diplômées de l'école de formation de l'association «El-Amel», qui abrite actuellement une session au profit de 15 jeunes amateurs.

Cette école, dédiée à l'apprentissage des techniques théâtrales de base, est implantée au siège de l'association, basée au Centre culturel «M'barek-El-Milli», qui s'est dotée, en

2015, d'un «Petit théâtre», structure légère composée d'une scène et d'une salle de 70 places. La création du «Petit Théâtre» a permis d'améliorer les conditions de déroulement des stages de formation et des répétitions pour le montage de nouvelles productions, à l'instar de «*Tahouissa*».

Plus de 900 amateurs ont été déjà formés par cette même association, qui a à son actif près de 42 années d'activités également marquées par le montage de plusieurs pièces théâtrales, dont la récente «*Rijal Ethaoura*» jouée avec succès lors de la fête du «1^{er} Novembre».

F. H.

Sous le slogan «Gloire au Prophète Mohamed»

Tissemsilt organise un concours sur la culture arabo-musulmane

La première édition de concours de la culture arabo-musulmane a débuté samedi à l'annexe du centre culturel islamique de Tissemsilt sous le slogan «Gloire au Prophète Mohamed (QSSL)», a-t-on appris des organisateurs.

Initiés par le centre culturel en collaboration avec la direction des affaires religieuses et wakfs

à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui, ces concours concernent la calligraphie arabe, la sculpture musulmane et la poésie classique, a indiqué le directeur du centre, Hazari Ouardjani.

Ces concours sont ouverts aux élèves scolarisés, adhérents des structures juvéniles et culturelles, talebs de zaouias et étu-

dians du centre universitaire.

Les œuvres des participants sont évaluées par un jury de professeurs qui annonceront les lauréats lors d'une cérémonie prévue en fin novembre en cours au siège de l'annexe du centre culturel islamique, a-t-on fait savoir.

Cette initiative vise à inciter les jeunes à apprendre la calligraphie arabe, la sculpture

musulmane et la poésie arabe classique et à sensibiliser sur l'importance de ces domaines artistique et littéraire.

Elle s'inscrit dans le cadre du programme annuel élaboré par le centre, dont des concours de récitation du Coran et du chant religieux et des expositions de livres.

L. B.

AGEND'ART

Espace d'art contemporain d'El Achour (Alger)

Jusqu'au 1^{er} décembre : Exposition «Alter ego», de l'artiste plasticien Arezki Larbi.

Galerie d'art Dar EL-Kenz Jusqu'au 1^{er} décembre : Exposition «Safar» de l'artiste Samia Skenazene.

Musée national des beaux-arts (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 16 janvier 2019 : Exposition «Fares Boukhatem ou l'art d'un insoumis», rétrospective des œuvres du plasticien Fares Boukhatem, un des pionniers de la peinture algérienne.

Institut culturel italien d'Alger Du 29 novembre au

15 décembre :

Dans le cadre de la «Journée du contemporain», célébrée à chaque fin d'année, l'Institut culturel italien d'Alger organise une exposition dédiée à l'artiste-peintre romain Claudio Burei.



Internationaux algériens d'Europe
Darfalou et Hanni s'illustrent

LES DEUX attaquants internationaux algériens, Oussama Darfalou (Vitesse Arnhem/ Pays-bas) et Sofiane Hanni (Spartak Moscou/ Russie), ont contribué dimanche à la victoire de leurs équipes respectives. En championnat néerlandais, Darfalou a inscrit le 2^e but (35^e) de son équipe lors de la victoire en déplacement décrochée face à Willem II (3-1), dans le cadre de la 13^e journée. Un succès qui permet à Vitesse Arnhem de monter à la 4^e place au classement avec 21 points, loin derrière l'invincible leader PSV Eindhoven, auteur d'un parcours sans faute (39 points). Il s'agit du cinquième but pour Darfalou (25 ans) depuis le début de la saison, toutes compétitions confondues, lui qui avait rejoint le club néerlandais durant l'intersaison en provenance de l'USM Alger avec laquelle il avait terminé meilleur buteur lors du précédent exercice de Ligue 1 algérienne avec 18 buts. En Russie, Sofiane Hanni a signé son premier but en championnat lors de la victoire à la maison face à Krylya Sovetov Samara



(3-1), à l'occasion de la 15^e journée. Alors que son équipe était menée au score, Hanni a réussi à égaliser 1 à 1 (59^e). Avec cette victoire, le club moscovite se hisse à la 7^e place au classement avec 22 unités, après avoir essuyé deux défaites de suite face à l'Ural (1-0) et le FC Ufa (2-0). L'ancien buteur d'Anderlecht (Belgique), âgé de 27 ans, compte également un but en Coupe de Russie face à l'Anzhi Makhachkala (1-0). Il n'est plus convoqué en équipe nationale depuis mars 2018, alors que Darfalou a été appelé en renfort pour remplacer Islam Slimani (blessé), lors de la double confrontation face au Bénin disputée en octobre dernier (victoire 2-0 puis défaite 1-0), comptant pour les qualifications de la CAN-2019.

Judo/Open africain de Yaoundé
L'EN décroche 12 médailles dont 8 en or

LA SÉLECTION algérienne de judo (messieurs et dames) a remporté 12 médailles (8 or, 2 argent et 2 en bronze) au tournoi international «Open africain» de Yaoundé qui a pris fin dimanche au Cameroun. Les médailles d'or ont été l'œuvre de Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg), Salim Rebahi (-60 kg) et Fethi Nourine (-73 kg) chez les messieurs, alors que Kaouther Ouallal (-78 kg), Mecere Hamdjer (-48 kg), Faiza Aïssahine (-52 kg) et Amina Belkadi (-63 kg) ont été sacrées chez les dames. De leur côté, Mohamed Sofiane Belrekaâ (+100 kg) chez les messieurs et Yamina Halata (-57 kg) chez les

dames se sont contentés de l'argent. Les deux médailles de bronze ont été décrochées par Asselah Sonia (+78 kg) et Kenza Naït Amar (-63 kg). Au classement général de la compétition, l'Algérie a pris la 1^{re} place devant le Cameroun, pays organisateur, qui a décroché 17 médailles (2 or, 2 argent et 14 en bronze) et le Sénégal avec 4 médailles (1 or, 2 argent et 1 en bronze). La sélection algérienne a pris part au tournoi de Yaoundé avec un total de 14 judokas (8 dames et 6 messieurs), alors que le Cameroun, pays organisateur, a engagé un nombre record de 62 judokas (39 messieurs et 23 dames).

Escrime/Coupe du monde de fleuret féminin
La France sacrée par équipes

LA SÉLECTION française a été sacrée par équipes de la Coupe du monde de fleuret féminin, dimanche à l'issue des finales qui se sont déroulées à la salle Harcha-Hacène d'Alger. Les Françaises se sont imposées devant leurs homologues russes sur le score de 38 touches à 37, un résultat qui reflète le niveau de cette finale qui a clôturé la première étape de la Coupe du monde consacrée au fleuret féminin. En demi-finale, la sélection française avait battu l'Italie sur le score de 45 touches à 39, alors que la Russie a largement pris le dessus sur la Hongrie (45-26). La troisième place de l'étape d'Alger est revenue à l'Italie qui s'est imposée devant la Hongrie sur le score de 43 touches à 36. «Nous sommes très contents de

cette consécration, d'autant plus qu'elle est arrachée devant une excellente sélection russe, 1^{er} au classement mondial. Depuis 2014 à Shanghai (Chine) qu'on n'a pas gagné ce titre qui vient achever une série de préparation très pointue», a déclaré Clos Emeric, manager général de l'équipe de France, 4^e au classement mondial. De son côté, la sélection algérienne composée de Meriem Mebarki, Sonia Zeboudj, Inès Fellah et Narimène El Houari avait été éliminée après sa défaite au Tableau des 32 contre l'Irlande (45-32). Samedi, lors des épreuves individuelles, c'est l'Italienne Elisa Di Francisca qui a été sacrée pour la deuxième fois à Alger, en battant en finale la Japonaise Sera Azuma, sur le score de 15 touches à 11.

Compétitions africaines
Le CSC, le NAHD et l'USMBA en appel

■ Trois formations algériennes seront en appel aujourd'hui et disputeront leurs matchs pour le compte du tour préliminaire respectivement de la Ligue des champions et de la Coupe de la CAF.



Par Mahfoud M.

Ainsi, le champion sortant et représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique affrontera la formation gambienne «Télécom» au stade Hamlaoui de Constantine, lors de ce match aller qui s'annonce très important pour les Vert et Noir. Les gars de ville de Cirta sont appelés à se donner à fond pour s'assurer la qualification et prendre option dès cette première manche avant le match retour. Les «Sanafirs» manquent d'expérience, certes, dans cette compétition, mais il s'agit d'un adversaire qui reste dans leurs cordes surtout que c'est une modeste formation. Les Constantinois, qui enregistrent le retour de leur

coach Abdelkader Amrani qui s'était retiré de la barre technique, sont aussi sur une bonne note avec leur dernier succès en championnat face à la JSK à l'extérieur de leurs bases. Les coéquipiers de Belkhir restent décidés à se donner à fond pour réaliser le plus important et l'emporter sur un score sécurisant. Pour le compte du tour préliminaire de la CAF, le Nasr d'Hussein-Dey affronte les «Diables Noirs» du Congo cet après-midi au stade du 5-Juillet à Alger. Les Sang et Or qui ont terminé la phase aller du championnat sur une bonne note avec deux succès consécutifs, souhaitent débiter fort cette compétition en espérant l'emporter avec un large score pour se rendre au Congo avec un moral au top. Le

Nasria ne connaît, certes, rien de cette formation congolaise, mais qui tentera quand même de déjouer les pronostics et remplacer le manque d'expérience par la «grinta» et la grande détermination. Le coach, Mohamed Lacet, a affirmé que son équipe est décidée à réaliser un grand match et l'emporter avec à la clé un score sécurisant. De son côté, l'USM Bel Abbès jouera face à une autre modeste équipe du Liberia son match comptant pour le tour préliminaire de la Coupe de la CAF. Se trouvant dans une situation difficile en championnat, les gars de la Mekerra feront tout pour se concentrer uniquement sur ce rendez-vous africain qu'ils veulent remporter quoi qu'il en soit. M. M.

Tarek Arama

«Les joueurs sont prêts à honorer le pays»

Le manager général du club de football du CS Constantine, Tarek Arama, a déclaré dimanche, à deux jours du match qui devra opposer au stade du chahid Hamlaoui son équipe au FC Gamtel (Gambie) pour le compte de la manche aller du tour préliminaire de la Ligue des champions de la CAF, que «les joueurs sont déterminés à remporter la victoire, synonyme du retour en force du CSC». S'exprimant en marge de la troisième séance d'entraînement de l'équipe des Sanafirs dans le cadre de la préparation de cette rencontre, le premier responsable du club a assuré que «les joueurs du CSC sont déterminés à défendre de toutes leurs forces le maillot vert et noir afin d'honorer leur pays et prouver que leur équipe mérite de représenter l'Algérie sur la scène continentale». «Durant le stage de préparation entamé samedi dernier à Constantine, nous avons focalisé notre travail sur la

gestion de l'effort et du temps ainsi que la possession du ballon afin de priver notre adversaire du jeu, dominer la rencontre et tuer le match en première mi-temps», a fait savoir Arama. Il a également affirmé que la formation du champion en titre de la saison précédente entamera ce match en force en vue d'assurer la victoire qui leur permettra d'avoir une position confortable au match retour et servira également à redonner un deuxième souffle à l'équipe pour renouer avec la série des victoires au championnat de Ligue 1 Mobilis. L'avant-dernière séance d'entraînement du CSC a été marquée par le retour du coach Abdelkader Amrani pour diriger la barre technique du club, après que la direction du CS Constantine ait refusé de le laisser partir à la demande des propriétaires du club qui ont insisté auprès du technicien tlemcénien de ne pas partir, a ajouté le même responsable. Le CS

Constantine qui participe pour la deuxième fois de son histoire à cette compétition continentale, fera face à un club gambien ayant été à deux reprises le tenant du titre du championnat local, vainqueur de la coupe de la Gambie 4 fois consécutives et 2 fois finaliste, a-t-on souligné. De son côté, l'entraîneur du Gamtel FC, Souleymane Kanté, a estimé que son équipe n'a pas eu assez de temps pour bien préparer cette rencontre, affirmant cependant s'être fait une idée du club constantinois et sur ses points faibles après avoir visionné ses deux derniers matchs. Le climat n'est pas très différent de celui de la Gambie, dit-il, ajoutant : «Nous avons programmé quatre séances d'entraînement dont la dernière aura lieu dans le stade où se déroulera la rencontre pour que nos joueurs s'adaptent», a informé le coach gambien.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Évaluation

Le ministre de la Santé rencontre les DSP de l'est du pays

LE MINISTRE de la Santé, Mokhtar Hasbellaoui, a présidé, dimanche à Alger, une rencontre avec les directeurs de la santé et de la population des wilayas de l'est du pays, indique hier un communiqué du ministère. La rencontre a vu la participation des directeurs généraux des CHU, des directeurs des établissements hospitaliers spécialisés ainsi que les présidents des conseils scientifiques et des conseils médicaux des établissements des wilayas concernées.

Lors de cette réunion d'évaluation et après avoir entendu les préoccupations des directeurs de la santé et de certains présidents des conseils scientifiques, le ministre «a donné plusieurs instructions visant à améliorer les soins et la prise en charge des patients, en particulier au niveau des urgences et points de garde, et la nécessité de créer toutes les conditions favorables aux équipes médicales et paramédicales afin de s'acquitter au mieux de leurs tâches», précise la même source.

Le ministre a également souligné «la nécessité de renforcer la coordination entre les différents services et établissements de santé afin de faciliter la prise en charge de tous les patients en général et des femmes enceintes et des enfants en particulier, selon une organisation hiérarchique aux caractéristiques bien définies», note le communiqué.

Dans le même contexte, M.

Hasbellaoui a engagé les responsables de la santé «à accélérer et à multiplier les opérations de jumelage, de télémédecine et à développer les unités de soins et hospitalisation à domicile».

Il a insisté sur «la nécessité de vacciner les enfants contre la rougeole, conformément au calendrier national de vaccination et de prendre toutes les mesures nécessaires en cas d'apparition de la maladie en fonction du Plan national de surveillance de la rougeole».

Le ministre a également relevé «la nécessité d'une adaptation du statut professionnel des professionnels de la santé et la promotion du dialogue social avec tous les partenaires, de garantir la sécurité aux équipes de garde et veiller aux bons accueil et orientation des patients et leurs accompagnateurs».

Il a exigé, par la même occasion, des directeurs de la santé de «coordonner avec les walis afin d'accélérer la garantie de toutes les conditions matérielles nécessaires pour permettre aux médecins soumis au service civil de s'acquitter au mieux de leurs tâches» et de «veiller à la garantie de la disponibilité des médicaments, des fournitures médicales, de l'entretien du matériel médical, de la gestion rationnelle de tous les moyens et capacités mis en œuvre par l'Etat au service des citoyens».

Safy T.

Génie civil/Les 27 et 28 novembre à l'ENPO

Séminaire international sur les matériaux cimentaires

UN SÉMINAIRE international de génie civil sur les matériaux cimentaires (SIGC 2018) sera organisé aujourd'hui et demain à Oran, a-t-on appris hier auprès des organisateurs. Cette manifestation scientifique, organisée par le département de génie civil de l'École nationale polytechnique d'Oran (ENPO) «Maurice Audin», en collaboration avec le laboratoire des matériaux «LAB-MAT» de la même école, verra la participation d'experts, de chercheurs et d'enseignants qui débattront des différentes questions d'actualité liées au domaine. Il s'agit des questions relatives aux matériaux innovants, à la durabilité des matériaux, aux différentes pathologies liées aux types de sol, aux matériaux nouveaux comme les géo-polyères, aux nano matériaux et aux composites entre autres, a-t-on noté. La conférence ambitionne, selon ses organisateurs,

de «promouvoir l'échange d'expériences, de connaissances et d'informations sur l'Etat d'avancement des travaux de recherches dans le domaine entre la communauté universitaire nationale et étrangère». Elle vise également à dégager un cadre de partenariat entre les différents participants et institutions, et à permettre, également, aux entreprises socio-économiques d'exposer leurs problématiques susceptibles d'être solutionnées par les chercheurs universitaires, a-t-on fait savoir de même source.

Aussi, les organisateurs aspirent, à travers ce séminaire, à mobiliser les chercheurs du domaine et à contribuer ainsi à l'émergence d'une communauté scientifique internationale en lien avec la thématique de la conférence.

Younès H.

France Affrontements entre manifestants et forces de l'ordre



LOUIS

Djalou@hotmail.com

Le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aissa, à Tizi Ouzou

«La hausse de salaires des imams ne relève pas des prérogatives de mon ministère»

Le ministre des Affaires religieuses et des Waqfs s'est exprimé, hier, sur plusieurs questions d'actualité nationale devant la presse, en marge de sa visite dans la wilaya de Tizi Ouzou pour donner le coup d'envoi des travaux d'un colloque national sur la Tariqa Errahmania et le patrimoine culturel et cultuel.

Par Hamid Messir

La revendication des imams relative aux augmentations des salaires ne relève pas de sa compétence en tant que membre du gouvernement. Le ministre a souligné : «Je tiens à apporter un éclaircissement. Concernant la révision du statut particulier des imams dans ses articles de loi relatifs aux incidences financières ne relève pas de mes compétences en ma qualité de membre du gouvernement, compte tenu de la conjoncture économique et financière de l'Algérie», avant d'appeler les imams au dialogue via leur représentation syndicale, la Coordination nationale des imams autour des revendications posées. Pour le ministre, les portes du dialogue restent ouvertes avec la corporation des imams. A une question relative au bilan de la mosquée dans la sensibilisation des jeunes par rapport au phénomène de la hargha, Mohamed Aissa a refusé de parler de l'échec des imams, affirmant que l'affaire concerne toute la société dans ses composantes avant de souligner qu'il ne doit pas y avoir d'instrumentalisation de la religion dans la lutte contre ce phénomène. Il s'est, à ce propos, interrogé pourquoi l'on cherche un fetwa pour contrer la hargha et accabler les harraga. Néanmoins, il a appelé à la poursuite des efforts de son secteur pour contribuer à ce travail de sensibilisation en direction des jeunes, citant l'exemple de la mobilisation des prédicateurs pour engager un



dialogue avec cette frange de la société. Abordant l'influence des zaouias dans le choix politique dans un pays, le ministre a été affirmatif en citant l'exemple du Sénégal où le président est promu par la Zaouia Tidjania, avant de souligner qu'en ce qui concerne l'Algérie, l'instrumentalisation des zaouias pour influencer des populations dans le choix des hommes a été bannie. Néanmoins, Mohamed Aissa a reconnu que cette influence peut s'exercer individuellement à travers les institutions avant de rappeler qu'en Algérie les zaouias ont jusque-là participé à la promotion de la réconciliation nationale la paix et le vivre ensemble. Mohamed Aissa est également

revenu sur la démarche entreprise par son ministère pour l'élaboration de la loi d'orientation en procédant par étape à la réhabilitation des confréries dont Errahmania. Il a soutenu que cette loi va sécuriser les zaouias. Enfin, le ministre a annoncé que quelque 1 500 catholiques prendront part à la béatification de Monseigneur Claverie et de ses 18 compagnons fixée pour le 8 décembre prochain, avec la présence du bras droit du pape. Le ministre a précisé que des pèlerinages auront lieu à Tibehirine, Belfort, Tizi Ouzou et Oran, sur les tombes des 19 religieux assassinés par des terroristes en Algérie.

H. M.